

PIERRE MADELIN

**La tentation éco-
fasciste : migrations et
écologie**

EXTREME-DROITES

ÉCOLOGIE

ANALYSE

CAPITALISME

CONFUSIONNISME

MIGRATIONS

RACISME

S-ÉDITION

| | |
|---|----|
| Dans la tête d'un éco-fasciste..... | 3 |
| D'un éco-fascisme à l'autre..... | 10 |
| Du racisme biologique à l'ethno-différentialisme..... | 18 |
| Immigration et destruction de l'environnement..... | 23 |
| Pour une justice socio-écologique..... | 29 |
| Sur le même sujet..... | 36 |

En 2019, le nombre de migrants internationaux à l'échelle mondiale a atteint 272 millions selon l'ONU, soit une augmentation de 51 millions par rapport à 2010. Cette même année 2019, le jour du « dépassement écologique » mondial, soit la date à partir de laquelle l'humanité a consommé plus de ressources naturelles et émis plus de gaz à effet de serre que la Terre n'est capable d'en produire et d'en absorber au cours d'une année, a été atteint le 29 juillet. Quelques mois auparavant, le 25 avril, un rapport affirmait que 14 % des emplois des pays membres de l'OCDE allaient disparaître en raison de l'automatisation, et que 31,6 % des activités seraient quoiqu'il en soit transformées par celle-ci. Le 15 mars, à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, un homme répondant au nom de Brenton Tarrant, équipé d'armes de guerre, tuait dans plusieurs mosquées 51 personnes et en blessait 49 autres. Enfin, le 3 août, à El Paso, ville frontalière du Texas, Patrick Crusius attaquait à l'arme automatique un supermarché fréquenté par des latinos, tuant 22 personnes et en blessant 26. Quatre phénomènes apparemment étrangers, mais néanmoins reliés les uns aux autres

par la dynamique du capitalisme, qui tend à épuiser « en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur » (Marx).

Que le capitalisme épuise la nature, ses sols, ses fleuves, ses forêts, ses océans, son atmosphère et ses habitants non-humains, nous n'en avons désormais que trop conscience, aussi est-il inutile de s'attarder sur ce point. Qu'il épuise le travailleur, non seulement au sens banal où il l'exploite mais plus encore parce qu'il tend à détruire le travail salarié dont il a pourtant fait la condition sine qua non de la survie matérielle, voilà qui est peut-être un peu moins clair. Sans trop entrer dans le détail de leurs théories, il vaut donc la peine de rappeler que de nombreux auteurs estiment que le capitalisme est entré depuis les années 1970 dans une période de crise structurelle¹, dont la raréfaction du travail – voire même, selon certains, la fin du travail, en raison du remplacement tendanciel des activités salariées par des machines – est l'un des principaux symptômes.

Or cette raréfaction conjointe du travail et des ressources entraîne logiquement la multiplication d'êtres humains « inutiles »² ou « non-rentables » du point de vue de l'accumulation du Capital ; « Ce n'est plus, écrit le groupe Krisis dans son Manifeste contre

1 Voir par exemple Anselm Jappe, *Crédit à Mort*. Lignes, 2015.

2 Sur le concept d'homme inutile, voir Pierre-Noël Giraud, *L'homme inutile*, Odile Jacob, 2018.

le travail, la malédiction biblique, ‘tu mangeras ton pain à la sueur de ton front’, qui pèse sur les exclus, mais un nouveau jugement de damnation encore plus impitoyable : ‘tu ne mangeras pas, parce que ta sueur est superflue et invendable’ »³. Ces humains « inutiles » sont qui plus est « encombrants », dans la mesure où, n’ayant pas renoncé au désir de vivre et de survivre, ils souhaitent malgré tout pouvoir obtenir leur part de ressource et de richesse. La crise du capitalisme provoque donc aussi un accroissement de la compétition pour l’accès au travail et aux ressources, tant chez les individus qui sont privés de cet accès que chez les personnes qui en bénéficient tout en le jugeant menacé.

DANS LA TÊTE D’UN ÉCO-FASCISTE

Autant de facteurs qui poussent un nombre croissant de personnes à quitter leur lieu de naissance ou de résidence dans l’espoir de retrouver ailleurs une place et une utilité. Si l’articulation de ces trois premiers phénomènes que sont la détérioration des conditions de vie sur Terre, l’automatisation et la migration semble donc relativement claire, comment les relier aux tueries de Christchurch et d’El Paso ? La réponse à cette question doit être recherchée dans les propos des tueurs eux-mêmes, consignés dans les manifestes

3 Groupe Krisis. Manifeste contre le travail. Editions Lignes, 2015.

qu'ils ont écrit avant de passer à l'acte. Voici par exemple ce qu'écrit Brenton Tarrant :

« Je me considère comme un écofasciste. » « [L'immigration et le réchauffement climatique] sont deux faces du même problème. L'environnement est détruit par la surpopulation, et nous, les Européens, sommes les seuls qui ne contribuent pas à la surpopulation. (...) Il faut tuer les envahisseurs, tuer la surpopulation, et ainsi sauver l'environnement. »⁴

Quant à Patrick Crusius, dont le manifeste est d'autant plus troublant qu'il n'a rien de délirant et qu'il est écrit dans un style cohérent et argumenté, il est encore plus éloquent :

« L'immigration ne peut qu'être néfaste à l'avenir de l'Amérique. La poursuite de l'immigration fera empirer les effets de l'automatisation, qui est l'une des plus grandes questions de notre temps. Certaines sources affirment que d'ici deux décennies, la moitié des emplois américains seront perdus à cause de l'automatisation. Certains pourront se reconverter, la plupart ne le pourront pas. Dans ces conditions, il est parfaitement absurde de continuer à noyer les États-Unis de dizaines de millions d'immigrés légaux ou clandestins ; et tout autant de garder les dizaines de millions qui

4 Cité dans lemonde.fr : Ecofascisme, comment l'extrême droite en ligne s'est réappropriée les questions climatiques ?

sont déjà là. (...) L'emploi de mes rêves sera probablement automatisé »

Et plus loin :

« Le mode de vie américain est en train de détruire l'environnement dans notre pays. (...) Vous êtes tous trop têtus pour changer votre façon de vivre. Dans ces conditions, la prochaine étape est de réduire le nombre de gens qui consomment des ressources en Amérique. Si nous pouvons nous en débarrasser en quantité suffisante, alors notre mode de vie pourra devenir un peu plus viable sur le long terme. »⁵

Avant de plonger plus en détail dans l'interprétation de ces textes et des évolutions dont ils sont le symptôme, revenons brièvement sur la question de la crise structurelle du capitalisme. Pour y faire face, les élites économique-étatiques se sont efforcées, depuis le début des années 1980, de réduire voire même d'abolir les anciens systèmes de redistribution de la richesse, en démantelant l'État-providence et en promouvant des logiques toujours plus compétitives ; c'est ce que l'on nomme généralement le néo-libéralisme. Ce faisant, elles se heurtent de plus en plus à l'insatisfaction et à la résistance de populations dont les conditions de vie et de travail se détériorent

5 Ça ne me fait pas plaisir de renvoyer à un site néo-nazi, mais c'est le seul où j'ai trouvé une version complète, traduite en français, du manifeste de Crusius : <https://www.blancheurope.com/2019/08/19/publication-en-pdf-du-manifeste-de-patrick-crusius/>

d'année en année. Le capitalisme doit donc également affronter une crise de légitimité qui le pousse à répondre aux revendications de justice sociale en recourant de plus en plus à l'usage de la force et en s'affranchissant des contraintes qu'hier encore l'État de droit exerçait sur lui (au moins dans certaines parties du monde), dessinant les contours de ce que l'on pourrait appeler avec d'autres un « libéralisme autoritaire ». Mais aucun pouvoir, aucun « système » ne peut se maintenir par l'usage exclusif de la force, aussi le néo-libéralisme est-il à terme condamné à céder la place à une nouvelle manière d'organiser les rapports sociaux, qui le prolongera sous une forme radicalisée ou qui s'opposera au contraire à lui à tous les niveaux.

Laissons de côté ici la possibilité proprement révolutionnaire d'une sortie du capitalisme, et intéressons-nous plutôt aux options dont celui-ci dispose pour faire face à cette crise de légitimité. Elles sont, me semble-t-il, au nombre de trois : le capitalisme vert, le carbo-fascisme et l'éco-fascisme. Si le capitalisme vert pourrait s'inscrire dans un cadre néo-libéral, investissant massivement dans la transition écologique tout en poursuivant la destruction des services publics et en exacerbant les inégalités, il pourrait également prendre une forme sociale-démocrate, en essayant de relancer simultanément l'accumulation du Capital – via le

développement des énergies renouvelables et la rénovation des infrastructures – et la mécanique grippée de la redistribution des richesses. Il s'agirait en quelque sorte de restaurer l'État-providence déchu en tenant compte des limites de la biosphère. Tel est en tout cas à bien des égards le pari des partisans du Green New Deal, défendu aujourd'hui par une frange du parti démocrate aux États-Unis, ou de la « Planification Écologique » qui était promue en France lors de la dernière élection présidentielle par la France Insoumise.

Parmi toutes les options capitalistes, celle-ci est évidemment la mieux intentionnée et la moins monstrueuse, même si rien ne permet d'assurer à ce jour qu'elle soit viable d'un point de vue économique comme d'un point de vue écologique (c'est une autre question que je n'aborderai pas ici). Mais plutôt que de chercher à restaurer sous une forme renouvelée et reverdie la sociale-démocratie moribonde, le capitalisme pourrait également s'acheminer – c'est la voie que nous suivons aujourd'hui dans de nombreux pays, comme la France, même si cette issue n'a encore rien d'inéluctable – vers une forme de néo-fascisme qui s'emploierait par tous les moyens à occulter la question sociale (ou tout au moins à la déplacer) en plaçant au centre du jeu politique la question nationale et identitaire. Ce qu'explique très bien le sociologue Ugo Palheta :

« Le nationalisme blanc, xénophobe et raciste, se développe dans le champ politique en raison inverse de la capacité des forces politiques dominantes et des gouvernements à apparaître légitimes. Ne pouvant obtenir sur le terrain économique et social le consentement à leur domination politique – et comment le pourraient-ils puisque leurs politiques néolibérales ne peuvent que dégrader les conditions de travail et d’existence d’une frange large et croissante de la population ? – les élites tentent de le conquérir en bâtissant le mythe d’une communauté nationale mutilée, menacée, submergée voire colonisée par des populations qui seraient étrangères à son identité profonde et traitées à ce titre – même quand elles sont françaises – comme de perpétuels invitées. Autrement dit, elles cherchent à dresser la majorité blanche contre des populations d’ores et déjà persécutées : musulmans, Roms, migrants, noirs, en s’efforçant de créer un bloc blanc sous domination bourgeoise, une alliance de classe contre l’étranger »⁶.

Dans un contexte d’intensification de la crise écologique, cette dérive autoritaire néo-fasciste, et l’alliance de classe contre l’étranger qu’elle entend promouvoir, pourrait elle-même se décliner en « carbo-fascisme ⁷ » ou en « éco-fascisme ». Le « carbo-

6 comptoir.org : Ugo Palheta – la poussée autoritaire de la France rend possible une dictature ouverte.

7 Expression que j’emprunte à Jean-Baptiste Fressoz : liberation.fr, Bolsorano, Trump, Duterte – la montée d’un carbo-fascisme (Octobre 2018)

fascisme » implique une fuite en avant à tous les niveaux. Accro aux combustibles fossiles, totalement indifférent aux conditions écologiques de sa survie, il est disposé à emporter dans sa tombe le legs de plusieurs milliards d'années d'évolution. C'est d'ailleurs lui, à l'heure actuelle, qui a le vent en poupe, car l'on ne peut pas vraiment dire que les mouvements politiques d'extrême droite se signalent par leur engagement en faveur de l'écologie, pas même à des fins instrumentales.

Partout où ils constituent une force électorale importante et où ils ont accédé au pouvoir, par exemple dans le Brésil de Bolsonaro ou les États-Unis de Donald Trump, les partis et les dirigeants qui mettent en place des politiques autoritaires et usent d'une rhétorique nationaliste ou raciste, ont plutôt tendance à minimiser ou à mépriser les enjeux écologiques, à réprimer les militants qui s'engagent dans la protection de la nature et à promouvoir des politiques ouvertement écocides. Tout indique que dans leur esprit, la vocation des êtres humains à dominer la nature est indissociable de la vocation de certains groupes humains à en dominer d'autres, et que les hiérarchies de classe, de race et de genre qui structurent leurs sociétés ne peuvent être perpétuées qu'à condition de préserver cette autre grande hiérarchie, anthropocentrée, qui place l'être humain au sommet du Cosmos et lui octroie le droit d'en faire

usage comme bon lui semble. Si ce carbo-fascisme venait à s'imposer, les Brenton Tarrant et les Patrick Crusius ne resteraient dans la mémoire collective qu'au titre de sinistres curiosités historiques. Il se pourrait néanmoins aussi – telle est en tout cas l'hypothèse centrale, et, je l'espère, erronée, de ce texte de « politique-fiction » – qu'ils soient les premiers à poser les jalons d'une politique éco-fasciste.

D'UN ÉCO-FASCISME À L'AUTRE

Mais que faut-il exactement entendre par ce terme? Pour répondre à cette question avec précision, il peut être utile de revenir sur les trois principaux usages qui ont été faits jusqu'à présent du concept d'éco-fascisme :

Au début des années 1990, ce concept a été utilisé à des fins diffamatoires par des idéologues « libéraux », notamment en France, pour suggérer que toute critique écologiste radicale de la modernité industrielle et capitaliste favoriserait l'avènement de régimes autoritaires. « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », écrivait par exemple Marcel Gauchet dans un célèbre article, peu avant que Luc Ferry ne publie son pamphlet *Le nouvel ordre écologique*, qui exerça une influence délétère sur la

réception de la pensée écologiste anglo-saxonne dans les milieux intellectuels français.

Dès les années 1970, divers penseurs de l'écologie politique soutinrent que la détérioration des milieux et la raréfaction des ressources provoquées par la croissance capitaliste entraîneraient à terme une gestion de plus en plus autoritaire (voire totalitaire) des territoires et des populations. « Les divers responsables de la ruine de la Terre, écrivait Bernard Charbonneau dans *Le Feu Vert*, organiseront le sauvetage du peu qui en restera, et après l'abondance géreront la pénurie et la survie »⁸, tandis qu'André Gorz, dans un texte célèbre, s'inquiétait de l'émergence d'une ingénierie écologique chargée de « déterminer scientifiquement les techniques et les seuils de pollution écologiquement supportables, c'est-à-dire les conditions et les limites dans lesquelles le développement de la technosphère industrielle peut être poursuivi sans compromettre les capacités auto-régénératrices de l'écosphère »⁹.

Enfin, à partir des années 1980, dans le monde anglo-saxon, divers auteurs s'inquiétèrent des conclusions politiques que certains pourraient être tentés de tirer des positions éthiques dites écocentrées. Ils craignaient notamment que ces

8 Bernard Charbonneau, *Le Feu Vert*. Parangon, 2009.

9 André Gorz, « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Ecologica*. Galilée, 2008. .

éthiques, lorsqu'elles accordent davantage de valeur aux communautés et aux tous qu'aux individus et aux parties qui les composent, ne puissent être invoquées pour légitimer, fût-ce à leur corps défendant, le sacrifice de certaines personnes et de certains groupes humains au nom de la préservation des écosystèmes. C'est cela qu'ils nommèrent éco-fascisme : la tendance à considérer que des populations spécifiques, dont on estime qu'elles perturbent les équilibres de la biosphère par leurs pratiques ou par leur nombre, doivent être éliminées, et qu'il peut être nécessaire de s'en débarrasser au nom du « bien commun »¹⁰.

Les deux premières approches sont évidemment diamétralement opposées l'une à l'autre ; alors que la première attribue à toute critique radicale de la société industrielle et aux alternatives politiques qu'elle promeut une disposition à l'éco-fascisme, la seconde perçoit au contraire dans la dynamique de l'ordre stato-capitaliste lui-même un potentiel éco-fasciste. Quant à la troisième approche, elle se distingue de la première en ceci qu'elle ne perçoit pas de tendance inéluctable à l'éco-fascisme dans la critique de la modernité et de l'anthropocentrisme, qu'elle y voit plutôt une possibilité parmi d'autres de

10 Pour une bonne présentation des enjeux de ce débat, voir Michael Zimmeman,
<https://faculty.fgcu.edu/twimberley/EnviroPhilo/Ecofascism.pdf> .

cette critique, qui pourrait être évitée à condition de trouver un équilibre moral et politique entre la valeur que l'on octroie aux individus et celle que l'on octroie aux entités sociales et écologiques auxquelles ils appartiennent et dont leur existence dépend.

Je souhaite pour ma part suggérer que l'éco-fascisme au sens 2 et l'éco-fascisme au sens 3 pourraient fusionner, en montrant que la gestion autoritaire de la pénurie et de la survie n'affecterait pas l'ensemble des êtres humains de manière indifférenciée, un point sur lequel Gorz ou Charbonneau ne se sont guère attardés. Elle pourrait à terme conduire, au nom de « l'intérêt général » et de la préservation des équilibres de la biosphère ou des écosystèmes nationaux, au sacrifice des groupes placés en bas de l'échelle sociale, restreignant dans un premier temps drastiquement leur accès aux ressources et aux richesses, et remettant finalement en cause leur droit à l'existence. Par éco-fascisme, il faudrait alors entendre une politique désireuse de préserver les conditions de la vie sur Terre, mais au profit exclusif d'une minorité.

Cette hypothèse me semble d'autant plus crédible que les prémisses de cet éco-fascisme sont d'ores et déjà observables non seulement chez les tueurs d'El Paso et de Christchurch, ou au sein des partis d'extrême droite (nous allons y revenir), mais aussi, de façon plus « subtile », au sein même des institutions

européennes. À l'automne dernier, Ursula von der Leyen, fraîchement nommée présidente de la Commission européenne, provoquait un tollé en intitulant le portefeuille de son commissaire chargé des questions de migration « Protection du mode de vie européen ». Intitulé d'autant plus abject et ambivalent que le mode de vie peut faire référence aussi bien à une « identité » culturelle supposée qu'au « train de vie », soit la somme d'énergie et de matière requise à l'heure actuelle par un Européen pour vivre, dont on sait très bien qu'elle est insoutenable d'un point de vue écologique.

Sans revenir ici sur la question de savoir s'il a existé quelque chose comme un écologisme nazi, largement débattue par les historiens, il est également évident que la relation entre appartenance ethnique/nationale et territoire a toujours occupé une place centrale dans l'imaginaire conservateur, pour lequel l'environnement – le « terroir », le sang et le sol dans le pire des cas – n'est jamais que le support où s'inscrit l'identité de communautés politiques et historiques closes, d'autant plus « authentiques » qu'elles ont su préserver leurs liens avec cet environnement. En France, depuis les années 1970, un intellectuel comme Alain de Benoist a œuvré au rapprochement entre l'écologie et l'extrême-droite, d'une façon d'autant plus dangereuse qu'elle est extrêmement subtile – nous y reviendrons. Mais il ne

s'agissait jusqu'à présent que d'un travail idéologique souterrain, sans véritable écho dans la sphère politico-électorale. Et pour cause : non seulement la crise écologique n'avait pas atteint l'intensité critique qui est aujourd'hui la sienne, mais l'immigration n'était pas encore devenue la hantise du personnel politique et d'une frange significative de la population.

Or désormais, comme en attestent par exemple de nombreux sondages en France¹¹, la protection de l'environnement et l'immigration font partie des principales inquiétudes des citoyens. Dans un tel contexte, nous pensons que l'extrême droite ne pourra parvenir au pouvoir ou à minima imposer son agenda idéologique qu'à condition d'articuler de façon cohérente le rejet de l'immigration (et la stigmatisation des groupes construits comme « étrangers ») qui la définit traditionnellement et le souci de l'environnement. Elle aurait par exemple tout à gagner à présenter « l'invasion » supposée des migrants et le saccage avéré de la nature comme deux expressions distinctes mais convergentes d'une même logique : celle d'une intensification symétrique des flux de marchandises et de capitaux d'un côté, et des flux d'êtres humains de l'autre. Faute de pouvoir

11 Lepoint.fr, L'environnement, première préoccupation des Français, selon un sondage (octobre 2019)

articuler ainsi le « brun » et le « vert », elle ne saurait s'imposer durablement – au moins dans certains pays, comme le nôtre – auprès d'un électorat toujours plus inquiet face à la détérioration des conditions de vie sur Terre. Ou pour le dire autrement, elle ne parviendrait pas à mettre en place le « bloc blanc sous domination bourgeoise » et à créer « l'alliance de classe contre l'étranger » que nous évoquions plus haut.

Pour y parvenir, il lui faudrait renoncer à défendre l'imbrication de l'appropriation de la nature et des hiérarchies sociales caractéristiques de la configuration classique du capitalisme, en lui substituant une imbrication nouvelle, visant à perpétuer les hiérarchies sociales via la préservation du milieu naturel (ou ce qu'il en reste). L'éco-fascisme serait alors le nom d'une politique qui ménagerait le milieu de vie non pas en réduisant l'empreinte écologique des nations et des classes qui tirent profit des rapports sociaux capitalistes, mais en perpétuant au contraire les conditions socio-écologiques de leur accès privilégié à l'abondance matérielle et énergétique, notamment par la marginalisation ou l'élimination des groupes et des individus perçus comme surnuméraires. L'illimitation absolue propre au carbo-fascisme céderait alors la place à une politique des limites, mais ces limites n'auraient pas grand-chose à voir avec celles que

prônent par exemple les partisans de la décroissance soucieux de justice sociale. À la différence d'une option que l'on pourrait dire éco-socialiste, qui se proposerait de limiter par un procédé démocratique l'appropriation de la nature qui est au fondement de l'accumulation du Capital, ainsi que sa captation par des groupes privilégiés, l'option éco-fasciste entendrait limiter la population par des méthodes autoritaires pour que ces mêmes groupes, définis suivant des critères ethno-raciaux toujours plus exclusifs, puissent continuer à s'approprier la nature comme bon leur semble, mais de façon à ce que l'abondance dont cette appropriation leur permet de jouir continue à être viable d'un point de vue écologique.

Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, la réaffirmation ou le renforcement des hiérarchies sociales permettrait de déterminer quelles catégories de la population pourraient accéder aux plus belles parts d'un gâteau appelé à diminuer, et quelles catégories devraient au contraire se contenter de miettes, exacerbant ainsi des tendances déjà à l'œuvre à l'heure actuelle. Elle pourrait également conduire, le temps passant, à l'adoption de pratiques eugénistes visant à limiter la reproduction des groupes « subalternes ». En dernière instance, elle pourrait même promouvoir leur élimination ; la gestion des conséquences de l'effondrement

écologique prendrait alors tout simplement la forme du crime de masse. À terme, cette épuration socio-écologique pourrait toucher des franges sans cesse croissantes de la population mondiale, mais si cette dynamique éco-fasciste venait à éclore, elle affecterait manifestement dans un premier temps les plus vulnérables d'entre nous : les migrants, qui sont d'ores et déjà dans les pays riches la cible privilégiée non seulement des partis et des leaders d'extrême-droite, mais aussi des politiques sécuritaires de la plupart des États. Pour bien comprendre dans quel cadre idéologique une telle politique pourrait être amenée à se déployer, une petite rétrospective historique s'impose.

DU RACISME BIOLOGIQUE À L'ETHNO-DIFFÉRENTIALISME

Du 19^{ème} siècle jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale, c'est une conception naturaliste de la race qui a prévalu dans les sociétés occidentales : en Amérique, en Afrique, en Asie ou en Océanie, les populations blanches issues de la colonisation ou de l'immigration européenne étaient présentées comme intrinsèquement supérieures aux populations autochtones et aux esclaves ou descendants d'esclaves. En Europe, dans l'imaginaire nazi par exemple, les populations « aryennes » étaient quant à

elles supposées intrinsèquement supérieures aux Juifs et aux Slaves. Dans l'un comme dans l'autre cas, la théorie de l'évolution, et plus spécifiquement le darwinisme social, furent utilisés pour légitimer une hiérarchie socio-raciale implacable, qui trouva son aboutissement logique dans l'extermination des Juifs d'Europe.

Par la suite, ce racisme biologique fut logiquement éclipsé ; mais l'extrême-droite n'avait pas dit son dernier mot, et certains de ses idéologues les plus astucieux commencèrent à élaborer dès les années 1960 un racisme « culturaliste » et « ethno-différentialiste ». Il ne s'agissait plus d'établir une hiérarchie entre des races biologiques, mais de tracer des frontières étanches entre des « cultures » ou des « civilisations » homogènes en leur composition interne mais totalement hétérogènes les unes aux autres. Une même hantise demeurait cependant : celle du métissage. À l'image des races auxquelles elles se substituaient, ces « cultures », en se brassant sous l'effet d'une mondialisation galopante, ne pouvaient que se gâter, se pervertir et in fine perdre leur identité. Cet ethno-différentialisme, aujourd'hui hégémonique dans les discours d'extrême-droite, est d'autant plus pervers qu'il se présente bien souvent (au moins en théorie) comme « hétérophile », par

contraste avec « l'hétérophobie » de l'ancien racisme¹². Aussi tend-il à célébrer l'Altérité des cultures du monde pour mieux exalter l'Identité de la culture au nom de laquelle il s'exprime, et pour déplorer la menace qui pèserait de façon indifférenciée sur toutes les sociétés dans le contexte de la mondialisation, en des termes qui s'inspirent d'ailleurs parfois explicitement de l'anthropologie sociale¹³.

Mais le naturel chassé par la porte est rapidement revenu par la fenêtre. En intégrant la question écologique, l'ethno-différentialisme s'est en effet progressivement doublé de ce que l'on pourrait appeler un « éco-différentialisme ». Sans remettre en cause le caractère spécifiquement culturel de l'identité du groupe, il s'est efforcé, via un raisonnement analogique, de montrer que cette identité était en dernière instance tributaire d'un support naturel : l'écosystème, le milieu, ou la bio-région. À chaque ensemble culturel correspondrait ainsi un territoire, et l'intégrité de l'un ne pourrait être respectée qu'à condition de respecter l'intégrité de l'autre. Tout comme la biodiversité, l'ethno-diversité devrait être protégée, et à l'image des écosystèmes, les cultures

12 J'emprunte ces catégories à Pierre-André Taguieff, *La force du préjugé*. Gallimard, 1990.

13 Voir l'article de Sylvain Crépon, *L'extrême-droite sur le terrain des anthropologues, une inquiétante familiarité*, <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/164>

seraient des entités fragiles dont il faudrait préserver les équilibres lorsque ceux-ci sont menacés par des perturbations extérieures. Ce réseau d'analogies perverses qui réintroduit un naturalisme fort au cœur du dispositif ethno-différentialiste permet aujourd'hui à Marine le Pen de défendre ce que l'on pourrait appeler un « souverainisme éco-fasciste », en affirmant notamment qu'il faut protéger « les écosystèmes, à commencer par les écosystèmes humains que sont les nations »¹⁴. Il autorise aussi un auteur comme Hervé Juvin, nouveau « Monsieur écologie » du Rassemblement National, à comparer les migrants à des « espèces invasives », face auxquelles « l'homme doit défendre son biotope »¹⁵. Les amateurs d'histoire apprécieront et se souviendront du concept de Lebensraum cher aux idéologues du IIIème Reich, qui fut justement forgé pour traduire et germaniser le terme de biotope.

Mais la critique de l'immigration au nom de l'écologie ne s'arrête pas à ces considérations d'ordre anthropologique. Elle entend également montrer que l'immigration, dans la mesure où elle est partie prenante de la dynamique du capitalisme mondialisé, a un effet dévastateur direct sur l'environnement. Il

14 Lemonde.fr, Derrière le virage écologique de Marine Le Pen, l'obsession de l'immigration (avril 2019)

15 Hervejuvin.com, L'homme doit "défendre son biotope contre les espèces invasives" (mars 2019)

existerait non seulement une symétrie entre l'intensification des flux de marchandises et des flux migratoires, mais aussi une complicité structurelle entre la mondialisation « par le haut », dévolue aux élites du capitalisme financier, et la mondialisation « par le bas » assurée par les migrants, accusés quant à eux d'exercer une pression à la baisse sur les salaires des classes populaires des pays d'accueil. Dans cette perspective, actionnaires, patrons et migrants concourent tous à la baisse tendancielle des revenus et à la précarisation des autochtones. Le déracinement physique et territorial des migrants serait en quelque sorte le reflet du déracinement du capital transnational.

Ainsi, dans un texte au titre éloquent, « L'immigration, armée de réserve du Capital », Alain de Benoist use d'une rhétorique marxiste pour affirmer en substance qu'il est incohérent de critiquer le capitalisme tout en acceptant l'immigration :

« En 1973, peu de temps avant sa mort, le président Pompidou reconnaissait avoir ouvert les vannes de l'immigration à la demande d'un certain nombre de grands patrons désireux de bénéficier d'une main-d'œuvre docile, bon marché, dépourvue de conscience de classe et de toute tradition de luttes sociales, afin d'exercer une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs français, de réduire leurs ardeurs

revendicatrices, et subsidiairement de briser l'unité du mouvement ouvrier. Ces grands patrons, soulignait-il, en 'veulent toujours plus'. »¹⁶

En réalité, cette position est devenue un topos dans certains milieux d'extrême-droite, à tel point qu'on la retrouve sous la plume d'un certain Eric Zemmour : « les mouvements migratoires très importants de ces vingt dernières années ont été une des composantes majeures d'une croissance économique sans inflation, puisque ce flot continu de travailleurs à bas prix a pesé comme une chape de plomb sur les salaires des travailleurs occidentaux », écrit le chouchou des lecteurs du Figaro¹⁷. Patrick Crusius, le tueur d'El Paso, ne dit pas autre chose : « Être pour les grandes entreprises, c'est être pour l'immigration, écrivait-il dans son manifeste. Les grandes entreprises doivent remplir les bassins d'emploi peu qualifiés et qualifiés de façon à maintenir les salaires au plus bas. »

IMMIGRATION ET DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

Ce qui est en revanche relativement nouveau, c'est la façon dont cette association se trouve elle-même

16 blogements.typepad.fr, L'immigration, armée de réserve du capital

17 Cité par Alain de Benoist dans : blogements.typepad.fr, L'immigration, armée de réserve du capital

articulée depuis quelques années aux enjeux environnementaux. Aux effets écologiques dévastateurs de l'intensification des échanges marchands – qui induisent le développement des infrastructures de production, de transport et de distribution au détriment de l'intégrité des territoires et de leur biodiversité, ainsi qu'une hausse significative des émissions de gaz à effet de serre – s'ajouteraient les effets tout aussi dévastateurs de la multiplication des flux migratoires. Quels sont-ils ? Le discours de l'extrême droite contemporaine en relève principalement trois :

1) Les migrants et leurs descendants contribueraient de façon significative au réchauffement climatique. « La migration, peut-on lire sur le site d'extrême droite Boulevard Voltaire, c'est d'abord la multiplication des transports, et pas simplement une fois. Ce sont les allers-retours réguliers, saisonniers, avec le pays d'origine, souvent lointain. Donc la multiplication des transports aériens. C'est aussi l'instabilité géographique dans le pays ou le continent d'accueil. »¹⁸

2) L'immigration de masse contribuerait à la détérioration écologique du territoire des pays d'accueil, et compromettrait même la capacité de charge de leurs écosystèmes. Aux États-Unis, cette

18 .bvoltaire.fr, Mondialisation et immigration ne sont-elles pas anti-écologique ?

thèse a été défendue par des militants historiques comme Edward Abbey ou Dave Foreman, le fondateur du groupe Earth First !, mais aussi par des figures de proue de l'éthique environnementale comme Holmes Rolston III ou Philip Cafaro¹⁹. « Si vous ne pensez pas qu'il est nécessaire de limiter l'immigration, écrit Foreman, cela signifie que vous êtes favorables à ce que la population des États-Unis passe de 307 à 700 millions d'habitants d'ici 2100. Si notre population s'élève à 700 millions dans 90 ans, il sera devenu quasiment impossible de préserver les territoires et les créatures sauvages de notre pays. »²⁰

3) Enfin, comble du cynisme, l'impact écologique de l'immigration de masse serait d'autant plus important que les migrants souhaitent tous adopter le « mode de vie américain » ou « européen », qui ne va pas sans une forte consommation de ressources naturelles. « L'immigration de masse renforce notre position de leaders mondiaux du réchauffement climatique »²¹, peut-on par exemple lire sur un

19 En ce qui concerne Rolston, voir son article “Feeding people versus saving nature”:

<https://mountainscholar.org/bitstream/handle/10217/37604/Feeding-People-Saving-Nature.pdf;sequence=1> Quant à Cafaro, il a carrément écrit un livre sur le sujet, *How many is to many?*, UCP, 2015.

20 <https://climateandcapitalism.com/2012/04/25/dave-foreman-defending-wildlife-by-attacking-immigrants/>

21 Ce prospectus est reproduit dans le livre de John Hultgren, *Border Walls Gone Green: nature and anti-immigrant politics in America*. University of Minnesota Press, 2015.

prospectus d'extrême droite qui a connu une certaine diffusion aux États-Unis.

Cet anti-immigrationnisme vert ressemble à s'y méprendre à ce que Malcom Ferdinand désigne sous le nom « d'écologie de l'arche de Noé » :

« Embarquer sur l'arche de Noé, c'est d'abord avoir acté d'un point de vue singulier, d'un ensemble de limites tant dans la charge que peut supporter la Terre que dans la capacité de son 'navire'. Monter sur l'arche de Noé, c'est quitter Terre et se protéger derrière un mur de la colère qu'un 'nous indifférencié aurait suscitée. C'est adopter la survie de certains humains et certains non-humains comme principe de l'organisation sociale et politique, légitimant ainsi le recours à la sélection violente de l'embarquement. Par 'politique de l'embarquement', je désigne les dispositions et ingénieries politiques et sociales qui ont pour visée de déterminer ce et ceux qui sont comptés et embarqués dans le navire, et ce et ceux qui sont abandonnés. »²²

Cette politique de l'embarquement correspond en tous points à celle qui est esquissée aujourd'hui par l'alliance entre rhétorique écologiste et discours anti-migrants. À terme, le risque est que cette alliance donne lieu à la naissance de deux figures là encore parfaitement identifiées par M. Ferdinand, celle du « xéno-guerrier » et celle du « sacrificateur ». « En

22 Une écologie décoloniale. Le Seuil, 2019.

confondant le monde avec son corps et celui de sa communauté, le xéno-guerrier considère l'autre comme l'élément pathogène et vicié qui doit être enlevé à travers une écologie immunitaire », tandis que le sacrificateur

« est celui qui désigne avec la légitimité scientifique ceux qui, étrangers ou non, représenteraient le trop-plein du monde et les sacrifie. Ces derniers ne sont pas simplement jetés par-dessus bord. Ils sont véritablement sacrifiés. Cela veut dire que leur élimination est racontée comme étant la condition malheureuse mais nécessaire pour calmer les cieux et la mer agitée par la tempête écologique aux tonnerres divins. Par son geste et son discours, le sacrificateur fabrique la nécessité de cet infâme troc : la préservation des écosystèmes contre les vies des Noirs, des pauvres et d'autres subalternes. »²³.

Tous les voyants sont au rouge pour que cette écologie de l'arche de Noé gagne du terrain. La compétition pour l'accès aux ressources et aux richesses en voie de raréfaction que nous avons décrite au début de ce texte va s'exacerber d'autant plus que la croissance démographique ne connaît de son côté aucune crise : l'on estime que 9,7 milliards d'humains peupleront la Terre en 2050. Pour ne rien arranger, c'est bien souvent dans les pays du Sud que

23 Ibid.

non seulement l'augmentation de la population va être la plus soutenue, mais que les effets du réchauffement climatique vont être les plus vifs.

Prenons l'exemple de l'Afrique : sa population devrait doubler d'ici à 2050, et ce dans un contexte de diminution des ressources hydriques due à la hausse des températures et à la baisse des précipitations, avec de probables répercussions sur la sécurité alimentaire des populations locales. Cette situation va sans doute accroître les flux migratoires. Et si ceux-ci n'entraîneront pas nécessairement de « ruée vers l'Europe », pour reprendre le titre du best-seller de Stephen Smith dont les conclusions ont été fortement critiquées par le démographe François Héran²⁴, si ils seront probablement, comme c'est le cas aujourd'hui, essentiellement nationaux et régionaux, une partie d'entre eux se dirigera néanmoins aussi vers une Europe gagnée par l'angoisse écologique et de plus en plus structurée par un discours politique et médiatique islamophobe.

Dans un tel contexte, le triomphe de cet éco-fascisme que nous avons décrit dans ses grandes lignes, s'il n'a rien d'inéluctable, semble malheureusement tout sauf improbable. Non seulement les Patrick Crusius et les Brenton Tarrant pourraient se multiplier, mais l'excroissance des idées qui les ont poussés à tuer

²⁴ Lavedesidées.fr, Comment se fabrique un oracle, La prophétie de la ruée africaine sur l'Europe (septembre 2018)

pourrait à terme revêtir la forme monstrueuse d'une violence d'État, provoquant des crimes de masse dont les justifications idéologiques mêleraient motifs identitaires et écologiques. Cette alliance criminelle entre le « brun » et le « vert », nous ne sommes pas suffisamment préparés à la combattre, ni conceptuellement ni politiquement. Quels arguments lui opposer ? J'essaierai ici d'en esquisser quelques uns pour conclure ce texte, mais il me semble que seul un effort intellectuel collectif réunissant chercheurs et militants pourra nous permettre d'avancer véritablement sur ce sujet crucial. Davantage qu'une conclusion, ces paragraphes finaux sont donc avant tout une invitation à poursuivre et à approfondir la réflexion.

POUR UNE JUSTICE SOCIO-ÉCOLOGIQUE

La première erreur serait de nier purement et simplement le rôle de la croissance démographique dans la crise écologique, ou tout au moins sa propension à en exacerber les effets. Cette tendance des écologistes soucieux de justice sociale à nier le facteur démographique est bien compréhensible, car historiquement, ce sont des idéologues libéraux et conservateurs (comme Garrett Hardin ou Paul Ehrlich) qui ont lourdement insisté sur celui-ci, notamment

pour dédouaner la dynamique du capitalisme de toute responsabilité dans la destruction du vivant et en attribuer la responsabilité exclusive aux taux de reproduction élevés attestés dans les milieux populaires et dans les pays « pauvres ». Ce néo-malthusianisme vert, nous l'avons vu, se retrouve d'ailleurs au cœur du discours anti-migrants des adeptes de « l'écologie de l'arche de Noé ».

Or s'il semble évident que l'on ne peut pas tenir la population comme telle pour seule responsable des catastrophes présentes et à venir, c'est parce que la « population » est un concept abstrait qui ne rend pas compte des disparités dans les modes de vie et, par là-même, de la diversité des responsabilités nationales et individuelles dans la crise écologique (pour rappel, et c'est un chiffre parmi bien d'autres, un nord-américain moyen consomme 32 fois plus de ressources et d'énergie qu'un kenyan moyen). Pour autant, il est indéniable que l'impact écologique d'une société, quand bien même elle serait gagnée par des idéaux de simplicité volontaire, sera plus difficile à gérer dans un monde à 9 milliards d'individus que dans un monde à 2 milliards (la population mondiale au début du XXème siècle), a fortiori si les fonctions écologiques élémentaires de la biosphère y sont endommagées. Et il ne semble pas exagéré de dire que, couplée aux dynamiques du capitalisme, la croissance démographique joue également un rôle

dans la prolifération des plastiques, la déforestation, l'étalement urbain, les besoins accrus d'énergie et de terres arables, etc.

Si la décroissance et l'abolition des rapports sociaux capitalistes doivent demeurer des objectifs prioritaires, il serait donc malencontreux d'abandonner la question démographique aux idéologues d'extrême droite, qui en feront toujours un usage nauséabond et l'inscriront systématiquement dans le cadre de politiques autoritaires, eugénistes et racistes allant de la stérilisation forcée des femmes issues des populations subalternes à leur élimination pure et simple. Il vaudrait au contraire la peine de se demander dans quelles conditions une politique de décroissance démographique pourrait s'articuler à une visée émancipatrice. De ce point de vue, la pionnière française de l'éco-féminisme, Françoise d'Eaubonne, offre des perspectives intéressantes.

Dès la fin des années 1970, cette théoricienne avait en effet proposé d'articuler une politique de décroissance démographique, qu'elle jugeait indispensable, à la lutte des femmes contre le contrôle physique et juridique exercé par le patriarcat sur leurs capacités reproductives, et tout simplement contre leur assignation à une pure fonction reproductrice. En garantissant un accès universel aux moyens de contraception et au droit à l'avortement, il était selon

elle possible de faire coup double : promouvoir la liberté des femmes tout en réduisant les taux de natalité sans soulever le spectre de mesures coercitives. Dans cette perspective, il s'agirait en quelque sorte de dénaturiser la croissance démographique et de montrer que celle-ci, loin d'être un phénomène purement biologique, est également la résultante du pouvoir exercé sur le corps des femmes par diverses institutions: la famille, l'Église ou encore l'État (lequel est bien souvent obsédé par la nécessité d'augmenter tout ou partie du "cheptel" humain sur lequel il peut compter à des fins raciales, économiques ou militaires).

La deuxième erreur serait d'écarter d'un revers de main tous les faits invoqués par « l'écologie de l'arche de Noé » sous prétexte qu'ils seraient intrinsèquement entachés par les perspectives ségrégationnistes et génocidaires au nom desquelles ils sont mobilisés. L'on sait par exemple qu'une société respectueuse de son milieu de vie ne pourra advenir qu'au prix d'une forte décroissance énergétique, qu'elle impliquerait donc également une diminution drastique de la mobilité motorisée – qu'elle soit aérienne, terrestre, ou maritime, celle-ci n'étant possible que dans le contexte d'abondance énergétique exceptionnelle et insoutenable que nous connaissons depuis environ deux siècles. Pour le dire autrement, elle impliquerait donc bel et bien une

reterritorialisation radicale de l'organisation des collectifs humains et de la vie de leurs membres. Il est donc vrai qu'elle réduirait par là-même l'ampleur et l'échelle des échanges marchands mais aussi, par la force des choses, les interactions physiques des populations les plus éloignées les unes des autres à la surface du globe et donc, entre autres, certains flux migratoires. Mais cette décroissance n'aurait pas pour but premier d'instaurer des frontières raciales, ethniques ou culturelles infranchissables, elle serait simplement l'un des effets secondaires de l'autolimitation matérielle et énergétique qui définirait les contours de cette société nouvelle et idéale.

L'immigration a-t-elle par ailleurs réellement constitué dès les origines du capitalisme « l'armée de réserve du Capital » ? A-t-elle depuis toujours été utilisée – fonctionnellement ou intentionnellement – par les « patrons » pour exercer une pression à la baisse sur les salaires des classes populaires autochtones ainsi qu'un chantage à l'emploi, comme l'affirment de Benoist et consorts ? Je l'ignore et je laisse à des historiens plus compétents le soin de répondre à cette question. D'un strict point de vue factuel, nous l'avons dit, il est en revanche probable que l'intensification des flux migratoires de longue distance soit solidaire des conditions matérielles créées par le capitalisme fossile, et que ces flux soient

appelés à disparaître avec lui (ou en tout cas à diminuer fortement). La perversité du raisonnement associant les patrons d'un côté, et les migrants et leurs défenseurs de l'autre (« Laurence Parisot, Olivier Besancenot, même combat » écrit par exemple de Benoist) ne se situe donc pas nécessairement au niveau factuel ; elle tient davantage à l'interprétation de ces faits. En postulant une équivalence stricte entre le déracinement des élites transnationales et celui des migrants, ce raisonnement confond la cause et son symptôme ; il attribue un rôle de « militants » du Capital à des individus et à des groupes qui, s'ils sont bel et bien pris dans les rapports sociaux capitalistes comme nous le sommes pour ainsi dire tous, occupent généralement au sein de ces rapports et des inégalités qu'ils engendrent une position vulnérable.

Paysans dépossédés de leurs terres par un projet minier ou un barrage, condamnés à cultiver des parcelles de mauvaise qualité dans des pays où il n'y a jamais eu de réforme agraire et où la terre appartient à une aristocratie foncière héritée de l'époque coloniale, ou bien disposant de bonnes parcelles mais victimes de la compétition déloyale de l'agriculture intensive ; ouvriers ou employés des centres et des périphéries urbaines abonnés aux salaires de misère ; personnes « inutiles » et « non-rentables » du point de vue de l'accumulation du Capital, faute de travail ;

simples citoyens exposés à la menace de groupes armés dont l'écllosion est favorisée par des inégalités socio-économiques abyssales ; et enfin, appelés à se multiplier au cours des prochaines décennies, individus fuyant les sécheresses, les inondations, la montée des eaux ou les feux de forêt provoqués par le réchauffement climatique : le départ de toutes ces personnes est rarement étranger aux dynamiques les plus mortifères du capitalisme mondial et à la façon dont celui-ci s'articule aux situations nationales, régionales et locales.

Les migrants ne sont donc pas les « complices » du Capital, comme le voudrait le raisonnement odieux des anti-immigrationnistes « verts ». Ils font au contraire partie des principales victimes de la division internationale, intrinsèquement hiérarchique, de l'accès au travail, aux richesses et aux ressources, mais aussi de l'exposition aux nuisances. En tant qu'écologistes anti-capitalistes, notre place est par conséquent à leurs côtés, pour des raisons éthiques bien sûr, en raison de la valeur incommensurable de chaque vie, mais aussi pour des raisons politiques ; les accueillir et leur offrir la possibilité de poursuivre leur existence sous des cieux plus cléments, c'est réparer en partie les injustices qu'ils ont eu à subir.

SUR LE MÊME SUJET

- ✕ Lise Benoist - Green is the new brown : poussée “écologique” à l’extrême droite, 2 novembre 2020, terrestres.org
- ✕ Serge Latouche - Écofascisme ou écodémocratie, Esquisse d'un programme « politique » pour la construction d'une société de décroissance, Revue du MAUSS 2005/2 (no 26), pages 279 à 293 (disponible en ligne sur cairn.info)
- ✕ Ecofascisme : leçons de l'expérience allemande, larevolutionencharentaises.teznet.fr
- ✕ Ecofascisme : la rhétorique du virus (théorie et analyse), iaata.info

«Alors que la question du « monde d'après » est sur toutes les lèvres et que la crise du capitalisme s'accroît, il nous a semblé important de nous interroger sur ce que pourrait être une politique éco-fasciste. À quoi pourrait ressembler une alliance entre le « vert » et le « brun » ?

Pierre Madelin est un essayiste et traducteur. Il a étudié la philosophie à la Sorbonne avant de devenir traducteur spécialisé dans les "humanités environnementales".

Depuis 2012, Pierre Madelin vit et travaille à San Cristóbal de Las Casas dans l'État du Chiapas, au Mexique. Il est notamment l'auteur du livre « Après le capitalisme »